

DEMOGRAPHIE

965 014 habitants

40 habitants/ km²

33 171 réfugiés

32 614 retournés



SERVICES SOCIAUX DE BASE

1 009 écoles

Taux d'achèvement primaire: **63,9%**

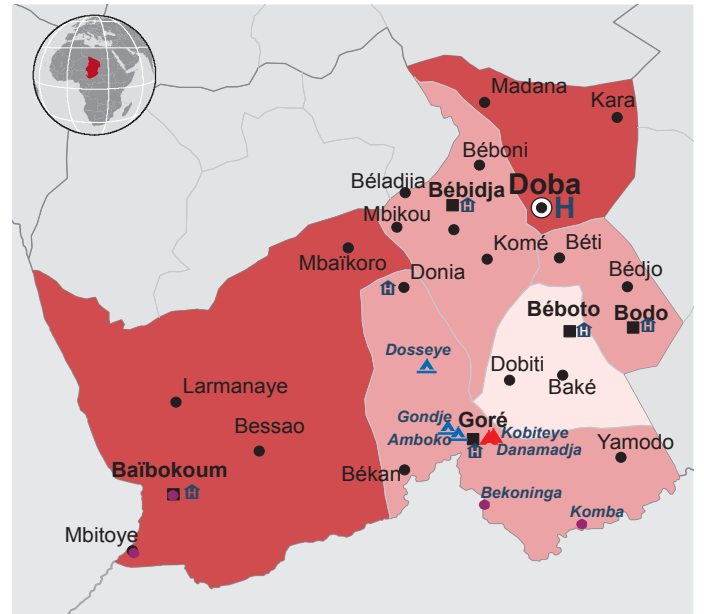
Ratio élève-enseignant : **242**

09 hôpitaux

103 centres de santé dont **19%** non fonctionnels

01 médecin pour **53 611** hab. (Norme OMS : 1 pour 10 000 hab)

68% Taux global d'accès à l'eau potable



Chef lieu de région
 Chef lieu de département
 Chef lieu de S/préfecture
 Village d'accueil
 H Hôpital régional
 H Hôpital de district
 Camp de réfugiés
 Site de retournés
 # Population par département (en milliers)
 0 50 150 300

INSECURITE ALIMENTAIRE

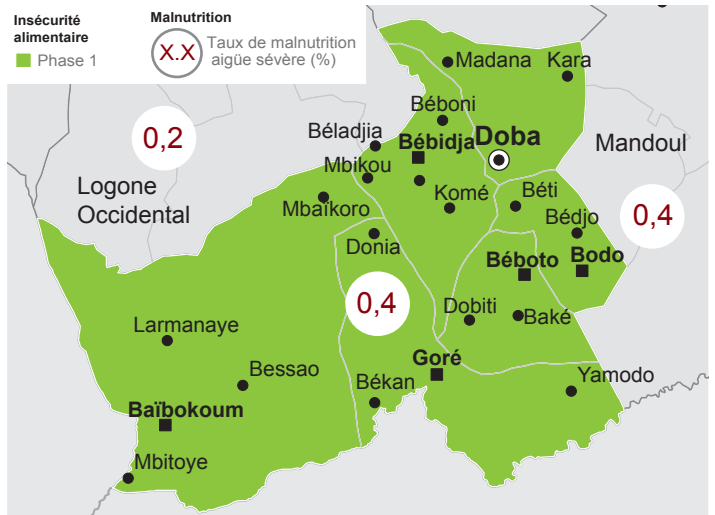
142 559 individus souffrant d'insécurité alimentaire (phase 2 et plus du cadre harmonisé, nov 2016) dont **1 434** en phase 3

15% de la population de la région est en insécurité alimentaire

MALNUTRITION

MAG **5,3%** (Seuil d'urgence 15%)

MAS **0,4%** (Seuil d'urgence 2%)



PRESENCE OPERATIONNELLE DES ACTEURS

AHA, CARITAS-BELACD, CRT, FAO, HUMAD, IHDL, IRW, LWF, OHDEL, OXFAM, PAM, SECADEV, SIF

AHA, CSSI, IRC, PAM, UNHCR, UNICEF

AHA, CSSI, IRC, PNUD, UNHCR, UNICEF

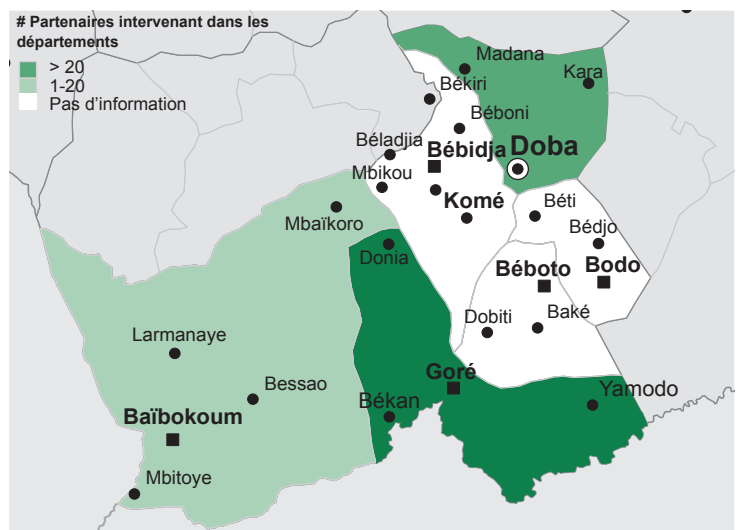
AHA, CARE, IDO, IDRISSE, IRW, OHDEL, OXFAM, SECADEV, SIF, UNHCR, UNICEF

ACRA, AHA, IDRISSE, IHDL, IRW, OXFAM, RET, SECADEV, SIF, UNHCR, UNICEF

ACRA, AHA, APLFT, CARE, CRS, IHDL, IRC, OIM, RET, SECADEV, UNHCR, UNICEF

ADES, AHA, CARE, CRT, LWF, OIM, SECADEV, UNHCR, UNICEF

OCHA, UNDSS, UNHCR



MESSAGES CLÉS

- 1 **Le renforcement des moyens d'existence des retournés, réfugiés et communautés hôtes à travers des activités de résilience est prioritaire.** Le niveau de vulnérabilité de la population engendré par la pauvreté et le manque d'interventions durables amenuise la capacité des communautés à faire face aux différents chocs.
- 2 **Les problématiques d'accès aux ressources notamment à la terre et au pâturage accentuent les conflits cultivateurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs.** L'arrivée de réfugiés et retournés de la RCA et la fermeture des frontières avec la RCA depuis 2014 ont freiné les mouvements de transhumance entre les deux pays et ont exacerbé ce manque de pâturage et de débouchés pour le cheptel. Les questions d'accès à la terre sont récurrentes dans les villages d'accueil et villages autour des sites et camps, et affectent les rapports communautaires. Renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés et faciliter l'accès à la terre pour les retournés et les réfugiés sont des actions essentielles pour assurer leur intégration socio-économique et renforcer la cohésion sociale.
- 3 **Les conditions de vie dans les sites de retournés et la situation alimentaire pour les retournés et les réfugiés restent une préoccupation.** Par manque de ressources financières, les distributions de coupons alimentaires aux retournés n'ont été possibles que quatre mois sur toute l'année 2016 et les rations alimentaires pour les réfugiés ont été réduites de moitié. De même, l'absence de financements et de solutions durables s'est accompagnée d'une détérioration des conditions de vie dans les sites de retournés de Kobiteye et Danamadja. Il est impératif de fournir une assistance d'urgence aux plus vulnérables et maintenir des standards minimums dans les sites en l'absence de solutions alternatives – tout en renforçant les moyens d'existence et l'autosuffisance des populations.
- 4 **La mise en place des solutions durables est essentielle pour les retournés, en priorité l'accès à la documentation civile.** La majorité des populations retournées dans les sites et dans les villages d'accueil déclare souhaiter s'y établir définitivement du fait des liens familiaux, des similitudes linguistiques, de raisons socio-culturelles, et aussi de l'absence de perspectives de retour en RCA. Cependant, une grande majorité de ces retournés ne dispose pas de pièces d'identité limitant ainsi leur libre circulation. Il est important de leur favoriser l'accès aux documents d'état civil et d'identité afin de faciliter leur liberté de mouvement, leur autosuffisance, l'accès aux services sociaux de base et la réintégration socio-économique.

BESOINS PRIORITAIRES (2016)

- 1 **Sécurité Alimentaire** : 142 559 personnes souffrant d'insécurité alimentaire ont besoin d'une aide alimentaire et d'un renforcement de leurs moyens d'existence.
- 2 **Santé** : Il est impératif d'améliorer l'accès aux services de santé à travers la dotation en équipements, médicaments essentiels et intrants nutritionnels et le renforcement en ressources humaines des structures sanitaires existantes.
- 3 **WASH** : Les populations dans les sites, villages d'accueil et villages autour des sites ont besoin d'un accès renforcé à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, notamment à travers une amélioration de la gestion, la maintenance et l'entretien des équipements et installations hydrauliques.
- 4 **Éducation** : L'accès à l'école primaire et secondaire pour les enfants de la région est entravé par le manque de ressources humaines et matérielles dans le système éducatif. Il est essentiel de renforcer les programmes relatifs à l'éducation d'urgence, l'éducation à la paix, la cohabitation pacifique, et la prise en charge psychosociale chez les retournés et réfugiés.

RÉPONSE FOURNIE (jan-nov 2016)

- 14 pompes à motricité humaine ont été installées dans les sites des retournés et les villages hôtes et 24 comités de gestion de points d'eau dans les sites de retournés ont été redynamisés.
- 32 614 retournés ont bénéficié de coupons d'achat et de transfert de vivres d'une valeur totale de 18 000 FCFA par personne.
- 5 000 ménages ont été appuyés au cours de la campagne agricole 2016/2017 avec la distribution de semences (mil, sorgho, arachide, riz) et outils agricoles.
- 2 151 cas de MAS et 1 398 cas de MAM ont été admis dans les programmes de traitement de la malnutrition entre janvier et juin 2016.
- 6 321 retournés ont obtenu des documents d'identité (actes de naissance et cartes d'identité nationale).
- L'hôpital de Goré et le centre de santé de Danamadja ont été appuyés pour fournir des soins de santé (y compris santé de la reproduction : kits dignité, services pour la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre) et nutritionnels.

PRINCIPAUX DÉFIS (2016)

Le manque d'appropriation du plan de réponse globale en faveur des retournés tchadiens de Centrafrique (PRG) par les autorités régionales et les services techniques compétents, et les difficultés de sa mise en œuvre par le Gouvernement ne permettent pas de promouvoir la stratégie de réintégration et de réinsertion socio-économique des retournés adoptée par le Gouvernement.

L'absence d'opportunités économiques pour les populations locales dans les villages hôtes ou proches des sites et pour les retournés et réfugiés, ainsi que l'accès limité aux ressources (terre, fermeture des frontières) restent des défis pour la mise en place des solutions durables en faveur des retournés et réfugiés et le renforcement des moyens d'existence pour les populations vulnérables. La faible autosuffisance de ces personnes augmente leur vulnérabilité et le risque de dépendance à l'assistance.

La réponse humanitaire multisectorielle aux retournés dans le sud du pays est sous-financée. Ainsi, le retrait des acteurs humanitaires depuis décembre 2015 empêche le maintien des standards humanitaires. Moins d'acteurs sont opérationnels dans les secteurs tels que l'eau et l'assainissement, la santé, la sécurité alimentaire et la protection. En 2016, aucun acteur n'est opérationnel dans le secteur Abris/AME/CCCM.